



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

## titre de reconnaissance de la Nation

Question écrite n° 25664

### Texte de la question

M. Bernard Madrelle attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les revendications formulées par certaines associations d'anciens réfractaires au STO quant à l'obtention du titre de reconnaissance de la nation. Considérant que le refus de se soumettre aux exigences de l'occupant et du gouvernement de l'époque constituait un authentique acte de résistance, dont la conséquence immédiate était l'entrée dans la clandestinité avec tous les risques attachés à une telle situation : dénonciation, arrestation, déportation, les réfractaires souhaitent une nouvelle définition de leur statut, et l'attribution du titre de reconnaissance de la nation représente un pas dans cette direction. Par conséquent, il lui demande s'il entend prendre des mesures dans ce sens.

### Texte de la réponse

Le titre de reconnaissance de la Nation (TRN) a été créé par l'article 77 de la loi n° 67-1114 du 21 décembre 1967, pour les militaires de tous grades et de toutes armes ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord, à une époque où ces opérations n'ouvraient pas droit à la carte du combattant. Par la suite, la détermination des critères d'attribution spécifiques à la nature des conflits d'Afrique du Nord a permis d'attribuer la carte du combattant au titre de ces conflits. Le TRN a, en conséquence, pu être attribué aux combattants des conflits antérieurs ou postérieurs par la loi n° 93-7 du 4 janvier 1993 et le décret n° 93-1117 du 16 septembre 1993. Les réfractaires au STO, quant à eux, se sont cachés pour échapper à la réquisition de main-d'oeuvre ; ils ont été nombreux à rejoindre le maquis et les organisations de la Résistance. Si ces derniers peuvent accéder au statut de résistant, le comportement des premiers est pris en compte à travers le titre de réfractaire. Celui-ci confère des droits en matière de retraite et de pension pour invalidité contractée au cours du réfractariat, notamment. Toutefois, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants n'est pas hostile à ce que le titre de reconnaissance de la Nation puisse être accordé aux réfractaires. Cela suppose la modification de la loi du 4 janvier 1993 qui crée cette distinction. Il a engagé une étude dans ce sens.

### Données clés

**Auteur :** [M. Bernard Madrelle](#)

**Circonscription :** Gironde (11<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 25664

**Rubrique :** Anciens combattants et victimes de guerre

**Ministère interrogé :** anciens combattants

**Ministère attributaire :** anciens combattants

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 22 février 1999, page 998

**Réponse publiée le :** 24 mai 1999, page 3108